

Pourquoi la communauté éducative sera en grève le 26 Janvier

Suite au confinement du mois de mars 2020, les enseignants se sont retrouvés seuls, sans réelle aide pédagogique ni matérielle pour poursuivre leur enseignement à distance. Ils ont dépensé beaucoup d'énergie pour tenter de pallier à cette absence de moyens, guidés par leur attachement au service public dans l'intérêt de leurs élèves.

Malgré tous nos efforts, nous avons conscience que le télétravail ne permet pas un réel apprentissage et n'a fait que creuser davantage les inégalités entre les élèves.

Dès septembre...

En prévision de la rentrée de septembre, les personnels, par le biais de leurs organisations syndicales, ont alerté le Ministre de l'Education Nationale, de l'impérieuse nécessité de préparer cette rentrée en donnant des moyens supplémentaires pour permettre aux élèves de combler leur retard et de reprendre les cours avec davantage de sérénité. Ils ont également demandé à ce que des moyens supplémentaires soient accordés qui permettent la prise en compte de la situation sanitaire.

Calendrier du bac...

Enfin, ils ont demandé à ce que le calendrier des épreuves du baccalauréat soit modifié et les programmes allégés afin de tenir compte des conditions d'apprentissage dégradées depuis le mois de mars. Ajoutons, au-delà des contraintes liées au Covid, que le passage des épreuves en mars accentue le stress des élèves et se fait sur la base d'un programme incomplet ce qui interroge sur nos missions visant à une formation ambitieuse en vue de l'émancipation des élèves.

Malgré toutes ces revendications, le Ministre n'a pris aucune mesure à la hauteur des enjeux et des difficultés rencontrées par nos élèves.

Pour toutes ces raisons, nous serons en grève le 26 janvier pour obtenir :

♦ **Des postes supplémentaires pour améliorer les conditions d'études et de travail dans tous les établissements scolaires. Il est à nos yeux primordial d'investir massivement dans l'éducation pour permettre la réussite de tous les élèves et on ne peut pas continuer à accepter de faire comme si la situation sanitaire n'avait pas eu de répercussions négatives graves sur la scolarité de nos élèves.**

♦ **Des classes à 24 élèves maximum, ce qui permettrait à la fois une meilleure gestion de la situation sanitaire et des conditions d'apprentissage bien plus favorables pour nos élèves.**

♦ **Un report des épreuves de spécialités de mars au mois de juin.**

♦ **Un allègement des programmes.**

♦ **L'abrogation de la réforme du Lycée qui a démontré à quel point elle était absurde et source d'inégalités entre les élèves.**

Face au mépris de ce gouvernement dont les choix sont guidés que par le souci de faire des économies sur l'éducation, la communauté éducative veut faire entendre que d'autres choix sont indispensables. Elle n'accepte pas que cette génération soit ainsi sacrifiée et souhaite continuer à défendre un service public d'éducation de qualité pour la réussite de tous les élèves.